

Plaidoyer pour l'Europe

PAR ROMANO PRODI

Il fut deux fois président du Conseil italien (1996-1998 et 2006-2008) et président de la Commission européenne (1999-2004). Pour « Le Point », il tire la sonnette d'alarme.

En cette fin d'année 2014, l'économie européenne se trouve dans une situation grave. Et les choses n'iront pas mieux en 2015. Cette Europe, que le pape François a affectueusement appelée « *grand-mère* », doit redevenir la mère d'une nouvelle vision politique plus généreuse et porteuse d'espoir. Nous ne sortirons pas de cette stagnation sans l'adoption de politiques expansives et d'un programme extraordinaire d'investissements, capables de redonner confiance aux marchés et aux investisseurs.

L'Europe dont nous avons rêvé, la maison solidaire des peuples, doit reconquérir le rôle de protagoniste qui est le sien et redevenir aussi compétitive que la Chine et les Etats-Unis. Son leadership, économique mais également politique, est assumé par l'Allemagne. Pour des raisons historiques compréhensibles, il est impossible d'évoquer ce leadership en Allemagne, bien que personne ne le mette en doute. C'est le fruit de la force de l'Allemagne et de la faiblesse des autres pays. Aux difficultés économiques de la France et de l'Italie s'est ajoutée l'erreur politique de la Grande-Bretagne, qui a mentionné l'hypothèse d'un référendum sur son maintien dans l'Union européenne. Ces deux facteurs ont conduit de nombreux pays européens, qui jusque-là entretenaient une politique équilibrée vis-à-vis des diverses nations, à s'appuyer désormais exclusivement sur l'Allemagne. Et pas seulement dans l'Union européenne: Barack Obama téléphone plus souvent à la chancelière allemande et moins souvent au Premier ministre britannique. Ce leadership implique la responsabilité de tenir compte des intérêts communs. Ce n'est pas pour rien qu'après la Seconde Guerre mondiale les Etats-Unis ont accompagné la conquête de leur suprématie par le plan Marshall. L'Allemagne ne pourra pas continuer à ignorer la nécessité de sortir des logiques restrictives alors que nous sommes en pleine récession. Au terme d'infinies pressions, elle a fini par mettre en acte un plan extraordinaire d'investissements publics de 10 milliards d'euros en trois ans. Pour un pays de sa dimension, avec un excédent commercial de 280 milliards, une croissance négligeable et une inflation égale à zéro, ce programme d'investissement est tellement modeste qu'il ne mérite pas d'être pris en considération.

En même temps, le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, s'est engagé à injecter dans l'économie européenne 315 milliards en trois ans. A peine un peu plus de 100 milliards par an qui, divisés par 500 millions d'Européens, représentent un chiffre dérisoire au regard des mesures adoptées par les Etats-Unis et la Chine pour sortir de

la crise. Même si elle est rapidement dépensée, cette somme modeste fera croître le PIB européen, dans la meilleure des hypothèses, de 0,25 % par an: pratiquement rien. En outre, la Commission européenne n'a pas investi ces 315 milliards, se contentant de provisionner 21 milliards, dont 16 proviennent du bilan de l'Union et 5 de la Banque européenne d'investissement. La somme qui manque pour atteindre les 315 milliards devrait provenir du secteur privé, activé par cette modeste mise de fonds initiale.

Un mécanisme incertain de levier des investissements privés, qui ne pourra se vérifier qu'en cas de bond de l'économie européenne. Un bond en avant dont on ne constate aujourd'hui aucune trace... Ce projet va dans la bonne direction, mais la probabilité qu'il contribue à la croissance est minime, notamment parce qu'il ne pourra pas être effectif avant le second semestre 2015, sans compter que ses éventuels effets positifs ne pourront porter leurs fruits que dans trois ans, donc trop tard. L'Europe ne peut pas se permettre de rester à la traîne alors qu'ailleurs le monde se développe.

Ce manque de courage pour affronter la crise explique la montée des nationalismes. Devant l'immobilité européenne, les peuples se demandent légitimement s'il n'est pas possible de trouver ailleurs des réponses politiques plus proches de leurs besoins. Mais ce n'est pas l'idée de l'Europe, en soi, qui est responsable. C'est le *manque* d'Europe, ou plus exactement la trahison de l'Europe d'aujourd'hui, tellement éloignée de ce que nous avons espéré, qui alimente l'idée selon laquelle il serait plus facile d'affronter les difficultés actuelles sans les obligations européennes.

On se demande souvent s'il existe, outre la nécessaire modification de la politique interne allemande, une politique européenne alternative soucieuse de la croissance autant que des bilans publics. J'ai longtemps pensé que, compte tenu des intérêts communs à ces trois pays, cet objectif pouvait être atteint grâce à un accord entre la France, l'Allemagne et l'Italie. Un tel accord aurait emporté l'adhésion de nombreux pays de l'Union.

C'est le manque de courage politique pour affronter la crise qui explique la montée des nationalismes.

Mais je me suis progressivement rendu compte qu'il est difficilement réalisable, pour la bonne et simple raison que chacun de ces trois pays considère qu'il est, au fond, dans une meilleure situation que les deux autres. Il n'existe donc aujourd'hui qu'une seule politique économique européenne : celle qui est inspirée par Berlin et fondée sur la règle du « à prendre ou à laisser ». Je tiens à préciser que je suis le premier à considérer que, une fois acceptées, les règles – qu'elles soient judicieuses ou stupides – doivent être respectées. Et j'ai toujours tenu pour raisonnables les mises en garde du chancelier Kohl qui, quand j'étais président du Conseil, insistait pour que l'Italie règle ses problèmes internes. Je l'ai d'ailleurs fait en réduisant le rapport dette/PIB de l'Italie de 120 % à moins 100 %. Mais, à cette époque, j'étais libre de trouver moi-même les recettes pour faire le job. Aujourd'hui, cette liberté n'existe plus. On exige que le rapport dette/PIB diminue, alors que le PIB est négatif ! Cela revient à tuer l'économie de mon pays. Toutefois, bien qu'elle soit le pays européen le plus compétitif, l'Allemagne ne peut soutenir seule la compétition avec la Chine ou les États-Unis. L'Europe reste donc notre seul horizon, notre seul espoir.

Même la paix, qui semble aujourd'hui un fait acquis, pratiquement une évidence, est en réalité le point le plus haut de ce que, unis et solidaires entre eux, les peuples européens ont su exprimer. Nous vivons en paix depuis plus de soixante ans. Nos jeunes n'ont pas connu la mobilisation et ils voyagent dans une Europe libre, passant d'une université à l'autre, adeptes d'une contamination culturelle qui rassemble, élargit les frontières de leur propre pays mais également de leur intelligence, et développe leurs capacités individuelles à s'exprimer. Et nous ne pouvons pas sacrifier au nom de la crise le sens le plus profond de la tradition culturelle et politique de l'Europe : notre système de protection sociale, seule réponse à l'idéologie de la globalisation exacerbée qui met en péril les bases de la démocratie et de la solidarité entre les peuples.

Je pense qu'il n'est pas trop tard pour corriger le tir, mais il faut des mesures fortes, et le temps presse. Nous sommes arrivés au point où les erreurs politiques risquent de porter au pouvoir des partis populistes et antieuropéens qui ruineraient les immenses progrès réalisés en soixante ans d'Europe ■
Tribune exclusive pour *Le Point*. Traduite par Dominique Dunglas, à Rome.

Lech Walesa : « Poutine veut construire un nouveau mur »

L'ancien président polonais critique sans nuances la politique de Poutine en Ukraine.

Ancien ouvrier des chantiers de Gdansk, ancien leader de Solidarnosc, Prix Nobel de la paix (1983), ancien président de la République polonaise (1990-1995), Lech Walesa, 71 ans, vient d'installer ses bureaux dans un grand bâtiment flambant neuf qui jouxte la célèbre porte des anciens chantiers navals de Gdansk. Un de ses fils a pris la relève politique en étant élu au Parlement européen.

Le Point : Depuis le début du conflit entre la Russie et l'Ukraine, la Pologne soutient Kiev contre Moscou. Par peur ?

Lech Walesa : L'Ukraine n'arrive pas à s'en sortir toute seule face à la Russie. Elle doit inviter d'autres partenaires pour l'aider. C'est un test pour notre solidarité. Les attaques menées par la Russie visent non seulement l'Ukraine, mais toute notre façon de penser. En annexant la Crimée, puis en déstabilisant l'est de l'Ukraine, la Russie a violé les traités internationaux. Quand l'Ukraine a quitté le giron de l'URSS, il y a eu un marché : Kiev rendrait la bombe nucléaire en échange de garanties de sécurité territoriale. La Russie a donné ces garanties à l'Ukraine. Le Kremlin ne respecte plus sa parole. Moscou marche sur les traités internationaux. Nous ne voulons pas de guerre nucléaire, nous

ne voulons pas que les gens meurent, nous ne voulons pas de crise économique. Mais nous sommes solidaires de l'Ukraine.

Que s'est-il passé en Ukraine pour que ce pays ne suive pas l'exemple polonais, une transformation de système pacifique ?

Les Ukrainiens n'ont pas eu le même processus. Nous avons eu plusieurs tentatives de soulèvement en 1956, 1970, 1976, 1980. Nous avons appris de nos erreurs, nous nous sommes organisés. Eux n'ont pas eu une telle opportunité, ils n'ont pas eu d'opposition. Ils n'avaient pas cette expérience, le communisme a duré chez eux plus longtemps.

Avez-vous l'impression que le spectre de l'URSS est toujours présent, que l'esprit de conquête de l'URSS se réincarne en Vladimir Poutine ?

Certains le pensent. Je ne l'ai croisé qu'une ou deux fois, mais Vladimir Poutine donne cette impression. Il a ces velléités d'expansion, de conquête, pour ensuite bâtir un mur et se couper à nouveau de la civilisation occidentale. Cependant, il n'a aucune chance, car le monde d'aujourd'hui est connecté. Grâce au téléphone et à Internet, on ne peut plus priver les gens d'informations. Néanmoins, la Russie détient ■■■